



Québec, le 10 mars 2026



Objet : Demande d'accès du 19 février 2026
N/D : 2688670SST

La présente fait suite à votre demande du 19 février dernier, laquelle visait à obtenir les données suivantes, pour la période du 1^{er} janvier au 31 janvier 2026 :

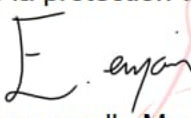
- Le nombre de lésions professionnelles, en les distinguant par accidents de travail, maladies professionnelles et décès, pour le secteur SCIAN 06 – Construction ou, à défaut, le secteur bâtiment et travaux publics;
- Le nombre total de lésions professionnelles, en les distinguant par accidents de travail, maladies professionnelles et décès, pour tous les secteurs confondus.

En réponse à votre demande, vous trouverez ci-joint un tableau répertoriant les événements inscrits pour les lésions professionnelles, ventilés par secteur, et ce, pour la période entre le 1^{er} janvier et le 31 janvier 2026. Considérant les délais pour rendre une décision d'admissibilité et la maturité nécessaire, les nombres présentent les réclamations inscrites sans égard à la décision d'admissibilité.

Nous devons vous informer que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Nous joignons une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer nos salutations distinguées.

La substitut de la responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels,

 Signature numérique de Emmanuelle Morin
DN : cn=Emmanuelle Morin, o=DGAJ,
ou=Laroche Avocats CNESTT,
email=emmanuelle.morin@cnesst.gouv.qc.ca,
v.qc.ca, c=CA
Date : 2026.03.10 11:34:39 -04'00'

Emmanuelle Morin, avocate
emmanuelle.morin@cnesst.gouv.qc.ca
Téléphone : [redacted]
Télécopieur : 418 528-7245

EM/jr

p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

REPARTITION DES EVENEMENTS INSCRITS
DU 1ER AU 31 JANVIER 2026
SELON LE SECTEUR SCIAN ET L'ANNEE D'INSCRIPTION

SECTEUR SCIAN	NOMBRE
AGRICULTURE	94
FORESTERIE, EXPLOITATION FORESTIERE ET ACTIVITES DE SOUTIEN A LA FORESTERIE	27
EXTRACTION MINIERE, EXPLOITATION EN CARRIERE ET EXTRACTION DE PETROLE ET DE GAZ	113
SERVICES PUBLICS	56
CONSTRUCTION	850
FABRICATION DE BIENS DURABLES	939
FABRICATION DE BIENS NON DURABLES	819
COMMERCE DE GROS	386
COMMERCE DE DETAIL	1 029
TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	860
FINANCE ET ASSURANCES	67
SERVICES IMMOBILIERS ET SERVICES DE LOCATION ET DE LOCATION A BAIL	60
SERVICES PROFESSIONNELS, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	113
SERVICES AUX ENTREPRISES, SERVICES RELATIFS AUX BATIMENTS ET AUTRES SERVICES DE SOUTIEN	475
SERVICES D'ENSEIGNEMENT	1 003
SOINS DE SANTE ET ASSISTANCE SOCIALE	3 000
INFORMATION, CULTURE ET LOISIRS	150
HEBERGEMENT ET SERVICES DE RESTAURATION	408
AUTRES SERVICES	341
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	702
AUTRES OU NON CODES	2 297
TOTAL	13 789

SOURCE: C.N.E.S.S.T., D.G.C.G.I., DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATION
DE GESTION.
DONNEES OBSERVEES AU 31 JANVIER DE L'ANNEE ETUDIEE.
RAPPORT D26-173-EVEN-INSC_2026 PRODUIT LE 2026-02-25.